

# LUTTE POUR LES DROITS DES FEMMES "MADE IN SNCF"

**Soutien à Marion et à Régis, menacés de licenciement pour avoir dénoncé des violences sexistes et sexuelles au travail!**

**Toutes et tous au rassemblement de soutien à Strasbourg le 15 mars à 10h30 devant la gare !**

La direction de la SNCF se vante régulièrement de lutter contre les violences sexistes et sexuelles au sein de l'entreprise et dans les trains. Elle multiplie les coups de comm', affiches en gare ou encore déclarations en grande pompe le 8 mars. Malgré les intentions affichées, la réalité est loin d'être celle que décrit la direction. Lorsque Marion, cheminote à Strasbourg, a dénoncé l'agression sexuelle qu'elle a subie au travail, et lorsque Régis, délégué SUD-Rail, a voulu l'accompagner, la direction n'a trouvé rien de mieux que d'ouvrir une procédure de licenciement ... à leur encontre !

Le comble est absolu : l'éthique est saisie et une enquête aux mains d'un cabinet privé est mise en place contre le lanceur d'alerte. Cette enquête reproche à Régis, le délégué SUD-Rail ayant défendu la collègue victime de l'agression, d'être trop souvent en gare pour accompagner ses collègues lors des permanences syndicales, d'avoir déposé beaucoup trop de Demandes de Concertation Immédiate (DCI), autrement dit d'avoir "trop fait" son travail de délégué, raison pour laquelle la direction de la SNCF demande aujourd'hui son licenciement.

Le double discours et l'hypocrisie ne s'arrêtent pas là, puisque Marion, la collègue ayant dénoncé une agression sexuelle au travail, est, elle-aussi, mise sur le banc des accusés et traitée de menteuse. Le 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, Marion a reçu une convocation pour un entretien disciplinaire mentionnant une sanction pouvant aller jusqu'au licenciement.



Pour SUD-Rail, ce traitement à l'encontre d'une collègue qui subit et dénonce des violences sexistes et sexuelles et d'un lanceur d'alerte qui essaie de la défendre et de la soutenir est inadmissible !

***Pas de moyens, pas de formation et une Ethique qui n'est qu'un instrument de répression aux mains de la direction !***

Le double discours de la direction est flagrant. Au lieu de dépenser de l'argent dans des coups de comm' pour tenter de se donner une image "féministe", la direction ferait mieux de mettre en place les moyens nécessaires pour former les référent-e-s harcèlement des CSE qui n'ont aujourd'hui aucunement la possibilité de mener à bien leur mission. Concernant l'Ethique, il s'agit aujourd'hui d'un simple instrument de répression des salarié-e-s au service de la direction. Sous couvert de "faire respecter l'éthique", la direction mène une chasse aux sorcières contre toutes celles et ceux qui la dérangent.

SUD-Rail exige la mise en place de commissions indépendantes de la direction, avec des salarié-e-s formé-e-s pour traiter les cas d'agression, de harcèlement sexiste et sexuel au travail. Cela ne peut rester dans les mains d'une direction qui montre, encore aujourd'hui, qu'elle a beau tenir un joli discours "féministe" le 8 mars, quand, dans les faits, elle n'a que faire des violences sexistes et sexuelles. Pire, elle est même prête à demander le licenciement de celle qui subit une agression et du lanceur d'alerte qui veut la protéger !

SUD-Rail réaffirme sa détermination à lutter contre les violences sexistes et sexuelles et apporte tout son soutien à Marion et à Régis !

***Le vendredi 15 mars 2024, jour où Marion est convoquée en entretien disciplinaire pouvant conduire au licenciement, SUD-Rail appelle à un grand rassemblement à 10h30 au 22 place de la gare à Strasbourg***

***Soyons nombreuses et nombreux pour les soutenir !***